

la gauche et la dissuasion nucléaire

Nous savons depuis le comité directeur du PS du 7 novembre que la gauche n'a plus de politique militaire propre. Le PS, voué aux responsabilités en matière de défense en cas de victoire de la gauche, renonce à la répudiation de l'armement nucléaire français qui figurait formellement dans le programme du PS et dans le Programme commun.

Trois porte-parole se sont succédé : Pontillon pour l'atlantisme, avec un langage « européen », Chevènement pour l'anti-atlantisme, avec un langage « gaullien », et Hernu pour le juste milieu. Mitterrand lui-même enfin, pour montrer qu'il restait au-dessus du débat. Ce dispositif en garniture de cheminée n'est pas qu'un rite. L'abandon d'une idée-force qui faisait l'unité de toutes les forces de gauche nous concerne évidemment, parce qu'elle concerne au-delà du débat militaire, technique, la définition de l'Etat et celle de la transition socialiste. Il faut donc expliquer cette « révision déchirante » du PS, bien autrement qu'en disant comme le font beaucoup de commentateurs spécialisés, que les socialistes n'avaient « pas beaucoup travaillé la question » au moment du Programme socialiste et du programme commun, et que maintenant, ils ont eu le temps de réfléchir. Abandonner l'arme nucléaire française n'a jamais pu être considéré comme un choix facile par personne. Il exigerait évidemment des partis de gauche et du corps des officiers un effort d'imagination redoutable et les contraindrait à réfléchir sérieusement sur les conditions d'une défense populaire, d'une force de dissuasion reposant sur la volonté politique de masse et pas essentiellement sur le matériel fétichisé et toujours « insuffisant » d'ailleurs. En renonçant à attaquer le principe même de l'armement nucléaire français, le Parti socialiste opère une conversion politique. Pour quelles raisons ?



Charles Hernu - Photo Pascal Lebrun

1. Son opposition *passée* à la force de frappe articulait un sentiment populaire très répandu sur deux orientations politiques contradictoires. La première, c'est l'atlantisme, puisqu'il faut l'appeler par son nom, c'est-à-dire dans les années 60, l'anti-gaullisme, le pro-américanisme. Tout ce qui a fait de l'ancienne SFIO depuis la guerre froide une courroie de transmission à peu près fidèle des demandes de Washington en matière de défense. Et les Etats-Unis étaient contre la bombe française. La deuxième c'est le rejet de la course aux armements nucléaires en tant que dynamique essentielle de la relation Est-Ouest, parce que cette complicité nucléaire directe c'était si on veut la preuve que les Américains comme les Russes n'avaient pas besoin de la social-démocratie comme force politique tampon entre le Capitalisme et le Socialisme bureaucratique soviétique. La bombe gaulliste, fétiche nationaliste intermédiaire remplaçait le populisme réformiste en France, et constituait la base matérielle d'une déviation militariste du populisme.

Dans le rejet de la bombe gaulliste il y avait à la fois une bonne dose d'atlantisme et une hostilité au langage militariste préféré des Etats-Unis, même sous sa version française.

2. Aujourd'hui les deux arguments se retournent. L'atlantisme s'accommode fort bien du maintien de l'arme nucléaire française autonome. Les forces atlantistes au sein du PS peuvent donc fort bien se rallier au fétiche gaullien devenu le principe même de l'adhésion de la France à la doctrine Nixon qui propose depuis 1969-70 que les alliés prennent plus de responsabilités régionales apparentes à la défense du système capitaliste. Les forces anti-atlantistes du PS, celles qui veulent restaurer une autonomie du projet réformiste socialiste sur le champ international et s'appuyer sur un mouvement populaire national restent attachées aux prérogatives les plus visibles de la souveraineté de l'Etat et veulent hériter de tout le prestige investi dans le symbole nucléaire.

maintenir la bombe

Nous arrivons donc sans douleur à cette situation bizarre que les « populistes » comme les « atlantistes » du PS sont d'accord pour le maintien de la bombe, alors que quelques années auparavant, ils

étaient d'accord pour sa suppression.

Quant au sentiment populaire, qui voyait et qui voit encore dans la stratégie nucléaire la source de toutes les idéologies de militarisation de la science et de l'économie et de contrôle global des luttes de classe, le noyau de toutes les courses aux armements (même classiques) et la négation de la tradition jaressienne de la défense populaire de masse, il risque de se trouver démuné de toute expression politique. Le PSU, seul, et d'ailleurs sans être même assuré d'un accord complet du courant autogestionnaire, demeurerait sur cette position de principe dans un splendide isolement qui risquera bien vite d'être décrit ironiquement comme un idéalisme moralisant complètement dépassé.

Il nous faut partout reprendre l'offensive avec une grande précision. D'abord, il est bon de savoir et de dire que le retournement du PS ne découle pas forcément d'une profonde réflexion militaire. Il y a bien eu des groupes de travail importants au PS mais ils ont travaillé sur des hypothèses militaires nouvelles qui n'ont rien à voir avec la stratégie nucléaire et qui rejoignent les préoccupations qui ont été les nôtres sur la nécessité d'impulser une nouvelle stratégie de mobilisation et de dissuasion populaire capable de faire face aux véritables menaces qui tomberont sur une France engagée dans la transition socialiste. C'est une plaisanterie de soutenir que les armes employées contre la France seraient des armes nucléaires ou même une menace d'invasion. La bombe atomique ne sert à rien contre une grève mais elle ne sert à rien non plus contre le sabotage intérieur et extérieur orchestré par les groupes financiers et l'internationale des droites.

une facilité tactique

Le ralliement des socialistes à la bombe française constitue simplement une facilité tactique. On les comprend d'ailleurs. Tout le sérieux technique et tout l'argent qui ont été investis depuis des années par un personnel compétent civil et militaire dans une entreprise aussi gigantesque constitue le noyau d'un groupe de pression, mobilise des intérêts investis et enfin, pour la plupart des militaires, l'efficacité tactique de l'arme nucléaire française, prouvée par des essais réussis, suffit à prouver le bien-fondé de la « stratégie » nucléaire et la nécessité d'une défense nucléaire quelle qu'elle soit. Plaire ou déplaire au corps des officiers peut être une préoccupation légitime du PS et même du PC dans cette période d'échéances politiques graves. Cela n'est pas la nôtre évidemment. Mais nous devons fournir nous aussi une réflexion militaire, même déplaisante. Un

des préceptes, probablement les plus sévèrement sanctionnés par l'histoire, c'est qu'en matière de pouvoir militaire il n'est pas d'abord question de plaire mais de commander et de conserver l'initiative. Incapables de pousser jusqu'au bout une réflexion amorcée dans le dynamisme né à Epinay et qui persiste dans certains secteurs du CERES et des syndicats, sur la nature et les exigences d'un véritable bouleversement dans les conceptions de la Défense de la transition socialiste, le nouveau PS se replie sur la facilité.

conformisme et renoncement

En acceptant ce qui apparaît aujourd'hui comme le conformisme militaire, il renonce à terme à un changement de la nature de classe de l'institution. Ce n'est pas sur le plan militaire que nous avons critiqué le Programme commun. Ce n'est pas non plus là qu'il se trouve dépassé par l'évolution économique et militaire. Au contraire, il était plutôt en avance sur son temps. En effet, c'est dans le domaine non nucléaire que la réflexion militaire originale continue et continuera à se déployer dans les années qui viennent. Il n'y aura pas de « stratégie nucléaire de gauche ». Il n'y aura pas non plus de nouvelle stratégie nucléaire française, même si nous nous dotons de fusées à ogives multiples indépendantes. Par contre, il y a un débat important sur les stratégies militaires néoclassiques et il existe déjà une lutte très précise pour le maintien du principe de la conscription, pour l'élaboration des tactiques néo-classiques basées sur les nouveaux matériels non nucléaires sophistiqués, pour le contrôle démocratique et populaire sur cette redoutable et réelle force de coercition interne et externe. C'est sur cette tranche d'armements et sur ce niveau stratégique que porte aujourd'hui l'effort principal de contrôle de l'empire américain sur les systèmes militaires des pays où la transition socialiste est à l'ordre du jour. Nous ne pensons pas d'ailleurs qu'un ralliement au nucléaire permettrait, comme certains le croient, de réduire à zéro le danger d'une armée néo-classique antipopulaire, en renfermant le corps des officiers dans le ghetto doré du nucléaire, car ce n'est déjà plus possible. Nous déplorons que le conformisme nucléaire du PS — et peut-être du PC — contribue à obscurcir ce débat essentiel, mais nous pouvons être certains qu'il va réapparaître prochainement au premier plan. Entre-temps, nous n'avons rien à retrancher à notre position hostile à l'armement nucléaire.

Alain JOXE ■